La force électorale ? Les campagnes d'Alain Krivine et Arlette Laguiller (1969-1974)

Electoral strength? The presidential campaigns of Alain Krivine and Arlette Laguiller (1969-1974)

Gilles Vergnon

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/1016>

DOI : 10.4000/histoirepolitique.1016

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique

Gilles Vergnon, « La force électorale ? Les campagnes d'Alain Krivine et Arlette Laguiller (1969-1974) », *Histoire Politique* [En ligne], 44 | 2021, mis en ligne le 01 juin 2021, consulté le 21 octobre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/1016> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.1016>

Ce document a été généré automatiquement le 21 octobre 2021.

Histoire Politique

La force électorale ? Les campagnes d'Alain Krivine et Arlette Laguiller (1969-1974)

Electoral strength? The presidential campaigns of Alain Krivine and Arlette Laguiller (1969-1974)

Gilles Vergnon

- 1 Les candidatures successives d'Alain Krivine¹ en 1969 et 1974, d'Arlette Laguiller en 1974, au nom respectivement de la Ligue communiste (LC) puis du Front communiste révolutionnaire (FCR), et de Lutte ouvrière² (LO), marquent les points de départ d'une participation constante de deux des trois principaux courants trotskystes français³ aux consultations électorales, en particulier les élections présidentielles (huit candidatures au nom de LO sur huit scrutins depuis 1974, dont six d'Arlette Laguiller et deux de Nathalie Arthaud, six candidatures au nom de la Ligue communiste révolutionnaire/Nouveau Parti anticapitaliste [LCR/NPA] sur neuf scrutins depuis 1969 jusqu'en 2017⁴). Cette présence, qui débouche sur des succès électoraux éphémères en 1995 (5,30 % des suffrages exprimés pour Arlette Laguiller), 2002 (5,72 % pour Arlette Laguiller et 4,25 % pour Olivier Besancenot) et 2007 (4,08 % pour Olivier Besancenot), complétée par une présence aux autres scrutins d'importance nationale (élections législatives depuis 1973, élections européennes depuis 1979⁵), interroge l'historien sous trois angles.
- 2 Elle indique d'abord, incontestablement, un « effet 1968 », prolongé au moins jusqu'en 2017, qui oppose un « avant » marqué par des candidatures éphémères⁶ à un long « Après- 1968 » de plusieurs décennies marqué par le systématisme et la régularité des candidatures, malgré les maigres résultats enregistrés dans la plupart des cas.
- 3 Elle montre, à l'évidence, la présence d'une stratégie des organisations concernées, qui font de la présentation d'une candidature, un élément de construction ou de pérennisation d'un courant politique, qui les distingue dans la vaste nébuleuse des groupes révolutionnaires. Remarquons qu'à l'échelle internationale, dans deux des

autres pays « producteurs » de trotskysme dont le système institutionnel se structure aussi autour de l'élection présidentielle, les États-Unis et l'Argentine, les organisations trotskystes présentent toujours, quand elles en ont les moyens, des candidatures : aux États-Unis depuis 1948, en Argentine depuis 1973⁷. Elle révèle enfin l'existence de cultures politiques profondément dissemblables, qui se dévoilent tant dans l'orientation politique que dans le « style » de campagne et le rapport aux médias⁸.

- 4 Cette étude comparative se fonde sur des sources différenciées mais inégales. Les sources internes sont fragmentaires (la LCR a déposé un fonds à la bibliothèque « La contemporaine » de Nanterre et constitué un centre d'archives – RADAR [Rassembler, diffuser les archives révolutionnaires] – malheureusement très maigre sur ses premières années), ou inaccessibles au chercheur (les portes de l'Union communiste sont connues pour leur étanchéité...). Reste la presse hebdomadaire des deux organisations (*Rouge hebdo* et *Lutte Ouvrière*), les témoignages de leurs dirigeants⁹ et les archives du Conseil constitutionnel.

Présenter une candidature

- 5 Les deux « primo-candidatures » s'inscrivent toutes deux dans une conjoncture exceptionnelle marquée par l'interruption brutale de deux septennats en cours : démission de Charles de Gaulle le 28 avril 1969, décès de Georges Pompidou le 2 avril 1974 qui, pour n'être pas complètement imprévisibles, prennent de court le monde politique. Dans les deux cas, la décision de participer au scrutin fait l'objet d'une décision des instances de direction de la Ligue comme de LO, qui vont sélectionner un candidat sur la base de critères qui ne sont pas identiques.
- 6 La Ligue communiste de 1969 est une organisation récente (le congrès fondateur s'est tenu à Mannheim en Allemagne, du 5 au 8 avril), jeune, sans aucune expérience électorale, qui amalgame un petit noyau trotskyste immergé dans l'« entrisme » dans le Parti communiste français (PCF) depuis 1952, le Parti communiste internationaliste (PCI) de Pierre Frank et Michel Lequenne, à une organisation de jeunes issue de la crise de l'Union des étudiants communistes (UEC), la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) d'Alain Krivine, Henri Weber et Daniel Bensaïd. La Ligue, qui dénombre 1 255 militants au printemps 1969¹⁰, a pour socle fondateur le livre de Daniel Bensaïd et Henri Weber *Mai 68, une répétition générale*, écrit pendant l'été dans l'appartement de Marguerite Duras, puis dans le mas provençal de Philippe Lamour¹¹. Mais ses linéaments, titre inclus, étaient déjà présents dans le dernier numéro de l'organe de la JCR avant sa dissolution en juin 1968 : il s'agit de construire un « véritable parti communiste » pour transformer l'essai à la prochaine échéance révolutionnaire¹².
- 7 Faute d'archives disponibles, nous manquons d'éléments sur les modalités de la prise de décision. Selon Daniel Bensaïd comme Henri Weber, l'idée de présenter un candidat revient à Michel Rotman, le trésorier de l'organisation, un ancien de l'UEC et de la JCR. Daniel Bensaïd précise que le Bureau politique aurait envisagé plusieurs candidatures, celle de Jean-Michel Krivine, frère d'Alain, « respectable chirurgien encore membre du PCF », puis celle d'André Fichaut, un ouvrier brestois né en 1927, écartée pour les mêmes raisons, enfin celle de Janette Habel, née en 1938, une des rares figures féminines de l'UEC puis de la JCR. Le choix s'arrête finalement, en son absence, sur Alain Krivine, « avec la force de l'évidence¹³ ». Plusieurs éléments ont pesé sur ce choix, qui écarte l'ouvrier breton de 42 ans et la jeune militante de 31 ans. Le fait d'abord qu'Alain

Krivine, principal porte-parole de la JCR et bon orateur, était, sans avoir la notoriété d'un Cohn-Bendit ou d'un Sauvageot, une des figures du mouvement étudiant. Cette notoriété avait été renforcée par son bref emprisonnement pendant l'été à l'issue de la dissolution de la JCR par le Conseil des ministres du 12 juin 1968 : un tract diffusé appelle ainsi à « libérer Alain Krivine et les emprisonnés politiques », avec la photographie du seul nominalement désigné¹⁴. Que l'intéressé, âgé de 28 ans, fut aussi issu d'une fratrie communiste, et, nonobstant son jeune âge, d'une longue histoire et d'une vraie notoriété dans les organisations du « Parti » (« Vaillants et Vaillantes », UJRF en 1954, UJCF, UEC, soit plus de quinze ans de militantisme¹⁵) était un argument supplémentaire, comme, sans doute, son statut de « bidasse » appelé sous les drapeaux à Verdun, pour lequel il fallait solliciter une permission spéciale, accordée par le ministre des Armées Pierre Messmer.

- 8 Les choses se présentent bien différemment pour la candidature d'Arlette Laguiller en 1974. Son organisation, l'Union communiste, est issue, sans solution de continuité, d'un groupe fondé en 1939 par un militant d'origine roumaine, David Korner (*Barta*), qui cultive un profil très différent de celui de la Ligue. L'organisation détient déjà une expérience électorale après la présentation en commun avec le Parti socialiste unifié (PSU), de listes « Paris aux travailleurs » à l'élection municipale de 1971, puis de 171 candidats à l'élection législative de 1973 qui obtinrent 194 889 voix, soit 2,29 % des suffrages exprimés. Arlette Laguiller, une militante de 34 ans, fut tête de liste dans le 18^e arrondissement de Paris, puis porte-parole de son organisation en 1973 où ses interventions télévisées attirent déjà l'attention des médias¹⁶. Engagée au Mouvement pour la libération de l'avortement et de la contraception (MLAC) dès sa fondation au printemps 1973, membre de son bureau national, elle est partie prenante des combats féministes des années 1970 et participe à ce titre à une émission télévisée, « Les Trois vérités » en juillet 1973 où elle débat de « la famille » avec Marcelle Devaud, ancienne députée gaulliste, membre du Conseil économique et social¹⁷. Son rôle dans la grève des employés du Crédit Lyonnais au printemps 1974, quelques semaines avant l'élection, lui apporte une once de notoriété supplémentaire, comme en témoigne un article de *Paris Match* le 25 mars 1974 qui la désigne, photographie à l'appui, sous le chapô « Les femmes qui font l'événement » comme « la Piaget des banques en révolte », l'*alter ego* féminin de Charles Piaget, héros de la grève des Lip. Le choix de la direction de *LO* d'en faire sa candidate procède donc, plutôt que d'un « coup de génie de Hardy¹⁸ », d'un choix rationnel enraciné dans l'histoire de l'organisation. La première édition de son autobiographie, *Moi une militante*, publiée en mars 1974 et vraisemblablement rédigée pendant l'hiver, annonçait d'ailleurs par anticipation que l'organisation présenterait une candidate au prochain scrutin présidentiel, en principe prévu en 1976¹⁹...
- 9 Arlette Laguiller, en 1973 comme en 1974, est, comme le dit Robert Barcia « l'image même de notre organisation et de nos idées²⁰ », cochant les cases adéquates. Jeune femme engagée dans les combats féministes de l'époque, elle est assurée de l'attention d'une composante importante de l'électorat ; employée de banque, donc « travailleuse », elle peut parler au nom de la classe ouvrière, brisant ainsi une image stéréotypée du « trotskysme » que colportait le PCF. Elle s'oppose trait pour trait à l'image de « l'intellectuel » Alain Krivine dont la campagne de 1969 est jugée « désastreuse », car, *dixit* Robert Barcia, son discours « ne visait pas plus loin que les limites du Quartier latin²¹ ».

Collecter les parrainages

- 10 Présenter cent parrainages valides issus de trente départements différents n'est pas une simple formalité, comme l'atteste la liste des candidatures non retenues en 1969 comme en 1974. L'épreuve est cependant à la portée d'organisations implantées nationalement et au fort dynamisme militant. Tous les témoignages concordent : ce sont des centaines de militants qui vont se mettre en quête des parrainages, prioritairement dans les petites, et même les micro-communes de départements ruraux, découvrant au passage une France largement à l'écart de leurs centres d'intérêt. Le témoignage de Gérard Filoche, alors étudiant rouennais âgé de 24 ans, les résume tous :

« On partait des journées entières avec des sandwichs et une carte... pendant dix jours autour de Rouen, on n'a pas dû laisser un seul village sans voir son maire... on les trouvait dans le fond de la ferme, dans les champs, au bistrot de la place, chez eux. On découvrait une France inconnue qui n'était pas celle de notables. Ces maires échappaient aux consignes des États-majors des appareils politiques²². »

- 11 La Ligue communiste dépose ainsi 229 parrainages issus de cinquante-et-un départements, dont seuls 117 seront vérifiés par le Conseil constitutionnel²³. La carte des parrainages révèle l'absence complète des grandes concentrations urbaines (aucun dans les Bouches-du-Rhône, le Rhône, le Pas-de-Calais, la Meurthe-et Moselle, la Moselle, Paris, la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne, un seul dans le Nord, neuf dans l'Essonne) et, à l'inverse, la surreprésentation des départements ruraux, les meilleurs résultats étant enregistrés dans le Puy-de Dôme (20), la Seine-Maritime (22), le Jura et la Marne (10 chacun) et, de façon générale, l'Ouest (10 en Ille-et-Vilaine, 7 dans les Côtes-du-Nord) et le Sud-Ouest de la France (10 en Ariège, 6 dans le Lot-et-Garonne, 6 dans les Basses-Pyrénées). Globalement, si l'on excepte la Seine-Maritime et la région de Toulouse, la carte des parrainages est en discordance avec celle de l'implantation urbaine et universitaire de la jeune organisation. L'analyse proposée dans *Rouge hebdo* à l'issue de la collecte des signatures est globalement conforme à la réalité :

« Dans leur immense majorité, ils sont maires de petits villages campagnards et exercent souvent les professions de leurs administrés... Ils n'approuvent pas le programme de la Ligue, mais leur situation les rend plus libres que d'autres à notre égard... les maires des petites communes sont moins sensibles aux pressions administratives et partisans, d'autant que, dans un petit village, être maire n'ouvre pas forcément la voie des honneurs et même des profits substantiels²⁴. »

- 12 Les carottages effectués dans quelques départements dégagent un portrait homogène de ces élus. Aucun parlementaire, une poignée de conseillers généraux, une majorité écrasante de maires de petites communes. Le cas du Puy-de-Dôme est tout à fait représentatif de l'ensemble : sur les vingt « parrains », un seul conseiller général, l'instituteur Edmond Vacant, fils d'un conseiller général socialiste, maire de Mozac depuis 1965 et conseiller de Riom-ouest²⁵. On y dénombre neuf agriculteurs, généralement désignés sous l'appellation de « cultivateurs », un bottier, un artisan coutelier, deux enseignants (un instituteur, un professeur), un entrepreneur, un contremaître, deux retraités, deux « sans profession » sans doute retraités : c'est bien davantage la France de Jean Giraudoux, de *Provinciales* ou d'*Intermezzo* que celle du prolétariat industriel... La seule femme, France Mioche, est professeur au lycée de Montferrand. Sur les cinq parrainages des Ardennes, deux enseignants (un professeur de collège et une directrice d'école retraitée), un cultivateur, un comptable, un retraité

sans indication de sa profession antérieure. Là encore, un seul conseiller général, Abel Noreck, maire et conseiller PSU de Signy-le-Petit, qui préside deux ans plus tard le congrès socialiste des Ardennes préparatoire au congrès d'Épinay²⁶.

- 13 De façon générale, les rares élus « encartés » proviennent de la mouvance socialiste, alors en pleine recomposition, même si rien ne confirme l'allégation d'Hervé Hamon et de Patrick Rotman selon laquelle Pierre Mauroy aurait assuré des envoyés de la Ligue qu'il « tolérerait » des parrainages d'élus SFIO²⁷. Signalons que la LC rejette le parrainage d'un élu UDR, le docteur Jacques Moron, député de la Haute-Garonne, élu dans la « vague bleue » de juin 1968. À ce dernier qui allègue qu'« un pays qui refuserait d'entendre le porte-parole de ceux qui il y un an ont ébranlé la France ne serait pas digne du titre de République », Alain Krivine rétorque ne vouloir « en aucune façon du parrainage gaulliste²⁸ » et dénonce la « mauvaise provocation » d'un « gaulliste futé » qui aurait délibérément tendu un piège²⁹.
- 14 Cinq ans après, l'organisation d'Arlette Laguiller accomplit un vrai tour de force en présentant 553 élus issus de 70 départements mais au profil socio-politique presque identique. Là aussi, on ne dénombre dans le lot que deux conseillers généraux, Maxime Chagnon du Cher, et André Pommery de l'Oise, vieux militant socialiste qui quittera son parti en 1975 pour rejoindre l'éphémère Parti social-démocrate d'Émile Muller... un autre « petit candidat » de 1974³⁰. Signalons pour l'anecdote qu'une militante ou sympathisante de Lutte ouvrière, se présentant comme ancienne adhérente des Jeunesses socialistes à Saint-Omer, adresse une demande de parrainage à Guy Mollet en appelant « au vrai démocrate que vous êtes ». L'ancien secrétaire général de la SFIO se fend d'une réponse, l'assurant qu'il est « sensible à la démarche » : « Dans une démocratie digne de ce nom, chacun doit permettre, dans la mesure où cela dépend de lui, que soient connues les opinions de tous et de toutes, si loin soient-elles des siennes propres. » Mais il décline la demande, ayant « déjà disposé de sa signature pour soutenir la candidature de François Mitterrand³¹. »
- 15 La carte des parrainages couvre nettement mieux le territoire, y compris les zones très urbanisées (onze parrainages dans le Nord, trois dans le Pas-de-Calais, trois dans le Rhône, quatre dans les Yvelines et le Val-d'Oise), mais les départements ruraux sont une fois encore surreprésentés, avec parfois des résultats impressionnants : 37 parrainages dans l'Aube, 34 dans la Marne, 29 dans le Jura, 21 en Haute-Marne³². Sur les trente-sept élus de l'Aube, treize agriculteurs, cinq artisans (deux menuisiers, un boulanger, un « artisan rural » et un entrepreneur du bâtiment) et trois salariés (un surveillant de prison, un VRP et un retraité de la SNCF). Sur les treize du Puy-de-Dôme, trois agriculteurs, deux artisans (un menuisier, un meunier), une commerçante, deux chefs d'entreprise, deux enseignants, deux retraités et un ouvrier. Certains soutiens d'Alain Krivine en 1969 ont basculé cette fois vers la jeune candidate, comme la directrice d'école Marie Bonnefoy dans les Ardennes, mais sur la base des échantillons retenus, le cas n'est pas le plus fréquent. Comme ce fut le cas pour la Ligue, les récits militants insistent sur cette découverte d'un monde rural inconnu, et le témoignage d'Hélène Chatroussat sur la campagne en pays de Bray, la visite des « maisons de maîtres » et des maires « aux champs, les pieds dans la boue » recoupe presque mot pour mot celui de Gérard Filoche en 1969³³.
- 16 La candidature d'Arlette Laguiller, décidée l'année précédente sans prévoir la situation issue du décès brutal de Georges Pompidou, entrave sans conteste la dynamique de la seconde candidature d'Alain Krivine. Celui-ci, dans une entrevue le 3 avril avec la

direction du PSU, qui avait décidé la veille au soir de soutenir François Mitterrand, propose une candidature de Charles Piaget, membre du PSU, et figure centrale de la grève de Lip, « soutenue par toutes les organisations révolutionnaires », du PSU à Lutte ouvrière³⁴. Après la réponse négative du PSU, un communiqué de presse de *Rouge* le 4 avril annonce une nouvelle candidature d'Alain Krivine « qui sera retirée s'il est possible d'obtenir une candidature d'unité des révolutionnaires³⁵ ». Celle-ci devenue impossible, l'organisation d'Alain Krivine, officiellement refondée sous le nom éphémère de Front communiste révolutionnaire (FCR)³⁶, se lance dans la chasse aux parrainages. En trois semaines sont collectées 248 signatures d'élus, dont 35 sont annulées par le Conseil constitutionnel pour cause de « double présentation³⁷ ». Si la carte des parrainages s'est élargie, en corrélation avec le développement de la Ligue depuis 1969, les zones de forte collecte restent quasi-identiques, et l'on retrouve la Seine-Maritime (onze signatures), le Puy-de-Dôme (huit) et l'Hérault (onze). Identique également le profil socio-politique des élus, qui parfois endossent une seconde fois la candidature Krivine, à l'image de France Mioche dans le Puy-de-Dôme ou du chirurgien Jean Vacant, le frère d'Edmond, lui-même conseiller général.

Faire campagne

- 17 Pour des organisations habituées à diffuser des tracts, vendre des journaux à la criée, tenir des réunions publiques de tout format, de l'arrière-salle de café jusqu'à la Mutualité, une campagne présidentielle est l'occasion de démultiplier l'usage, la fréquence et la résonance de ces moyens traditionnels d'action. Alain Krivine mène ainsi une tournée nationale de meetings, parlant à Vichy (le 19 mai), Limoges, Nantes, Marseille, Toulouse jusqu'au « grand meeting révolutionnaire » au palais des sports de Paris le 28 mai. Mais il a droit aussi au temps d'antenne réservé à tous les candidats à l'ORTF, ce qui oblige au difficile apprentissage des codes d'expression à la télévision³⁸.
- 18 Surtout une campagne présidentielle permet d'utiliser « le matériel offert par M. Marcellin », une profession de foi envoyée à trente millions d'exemplaires aux frais de l'État, ce dont s'extasie *Rouge* qui s'exclame : « Pour la première fois dans notre histoire, plusieurs millions de tracts seront distribués sans nous coûter un centime et sans ennuis avec la police³⁹. » Celle-ci, qui annonce d'emblée qu'une « élection ne règle rien » et que la « seule issue » est de « développer les luttes », oscille, dans la tradition révolutionnaire, entre le développement d'un « programme maximum » (une « authentique démocratie ouvrière, radicalement différente des sinistres caricatures du socialisme que donnent l'URSS et les démocraties populaires ») et la présentation de quelques revendications... elles-mêmes souvent fort peu minimalistes (abrogation de la Constitution de 1958, assemblée constituante pour le pouvoir des travailleurs, dissolution des CRS et des gardes mobiles...)⁴⁰.
- 19 La campagne sur le terrain développe ces thèmes, associés à une critique constante du PCF, seule force prise en compte car, martèle Alain Krivine, la gauche n'existe pas. « L'unité de la gauche : nous sommes contre », lance-t-il dans sa conférence de presse du 15 mai, pas « avec des hommes comme Jules Moch matraqueur des ouvriers, Guy Mollet qui lança les parachutistes à Suez, François Mitterrand partisan de l'Algérie française⁴¹ ». Affirmation réitérée à Montpellier, le candidat trotskyste assurant que « la notion de gauche ne signifie rien », car ce n'est qu'une « notion géographique⁴² ». Parfois, le propagandisme assumé de la campagne (« une campagne éducative pour

éclairer la classe ouvrière, démystifier l'électorisme⁴³ ») se mue en prophétisme exalté, avec cette envolée de Charles Michaloux annonçant au palais des sports qu'en 1971, pour le centenaire de la Commune, tous défileront « derrière les mitrailleuses de la révolution prolétarienne⁴⁴ ».

- 20 La campagne s'appuie sur un comité de soutien aux noms prestigieux : Simone de Beauvoir, Danielle Delorme, Marguerite Duras, Jean-Paul Sartre, Delphine Seyrig, Claude Lanzmann, Henri Lefebvre appellent à soutenir, par le truchement d'Alain Krivine, les « exigences révolutionnaires qui se sont imposées avec tant de vigueur il y a un an⁴⁵ ». Elle bénéficie des « zones de contact » établies par certains militants avec la presse, l'intelligentsia et le monde du spectacle. C'est ainsi Catherine Lamour, militante de la Ligue et fille de Philippe Lamour, qui convainc « au culot » le PDG de Cacharel, le nîmois Jean Bousquet, de verser un chèque représentant l'équivalent de 2 000 euros pour la campagne⁴⁶. C'est aussi « l'ami d'un ami d'un ami... ancien pilote de l'aviation israélienne bluffé lui aussi par notre audace » qui fournit « bénévolement » un petit avion pour les tournées du candidat⁴⁷. La candidature Krivine est d'ailleurs présentée avec sympathie dans *Le Monde*, le quotidien du soir publiant même les coordonnées du compte bancaire de soutien⁴⁸. Si la campagne militante ne collecte pas les 30 millions de centimes visés, la Ligue annonce en avoir collecté 11,5 millions, un résultat suffisant pour couvrir l'essentiel des dépenses et acheter un local parisien, 10 impasse Guéménée, près de la Bastille⁴⁹.
- 21 La campagne d'Arlette Laguiller en 1974 s'oppose trait pour trait à celle ainsi décrite. Appuyée par une organisation rodée par deux campagnes électorales, déjà connue et médiatisée⁵⁰, Arlette Laguiller entend incarner « une candidature ouvrière et révolutionnaire » qui donnera « une voix et un visage à tous ceux qui se taisent ou dont la protestation est le plus souvent ignorée⁵¹ ». La campagne intrique deux registres inégalement associés selon le vecteur impliqué et le public visé. Le journal de l'organisation met en avant « une candidature d'extrême gauche au premier tour pour voter contre Giscard et Chaban sans donner un chèque en blanc à Mitterrand⁵² ». La profession de foi, pesée au trébuchet, définit la candidate, dans l'ordre, comme « une femme », « une travailleuse », « une candidate d'extrême gauche⁵³ ». C'est « la femme » qui ouvre le document : « la seule femme parmi tous les candidats », « la première candidature féminine dans ce type d'élection », alors que « les femmes constituent plus de la moitié de la population ». Suit « la travailleuse », « seule travailleuse du rang » parmi les candidats, les partis de gauche eux-mêmes préférant des « professionnels de la politique », avocats (Mitterrand ?) ou journalistes (Krivine ?). La « militante d'extrême gauche » ferme le ban en proposant une définition *a minima* de ce courant : un révolutionnaire est « tout simplement... pour le progrès » mais pour « le progrès social, c'est-à-dire le progrès qui améliore les conditions d'existence de l'ensemble de la population et en premier lieu des travailleurs ».
- 22 Quant aux émissions télévisées, elles mettent en avant successivement la femme et la travailleuse, l'une et l'autre, l'une ou l'autre. Ainsi, le 20 avril, Arlette Laguiller, qui se présente comme « une femme dans une République d'hommes » déroule un argumentaire exclusivement féministe dans toute l'émission, appelant à l'égalité, défendant le droit à l'interruption volontaire de grossesse (IVG), s'adressant à toutes les femmes « colonisées étrangères dans leur propre pays », y compris les « femmes de la bourgeoisie » qui peuvent préférer leur « conscience d'être humain » à leur « conscience de classe⁵⁴ ». Le 2 mai en revanche, l'accent est mis sur la dénonciation de

la bourgeoisie et l'incitation à la défiance envers le « politicien » François Mitterrand, dont la longue carrière depuis sa participation au gouvernement Ramadier « qui chassa les ministres communistes en 1947 » fut « toujours dirigée contre les travailleurs et les opprimés⁵⁵ ». Quand la campagne se termine, Arlette Laguiller est devenue « Arlette », ce qu'elle-même signale non sans satisfaction, notant que « son prénom était devenu synonyme de contestatrice », et qu'il « y a beaucoup d'Arlette parce qu'il y a beaucoup de filles qui relèvent la tête⁵⁶ ».

Des résultats contrastés

- 23 Avec 239 104 voix, soit 1,04 % des suffrages exprimés, Alain Krivine se classe en 1969 bon dernier des sept candidats en présence, derrière l'indépendant Louis Ducatel (286 447 voix, 1,27 %). Nulle part en métropole, la barre des 2 % n'est franchie, les meilleurs résultats ayant été obtenus dans l'Est de la France (Meuse 1,79 %, Moselle 1,63 %), dans le Sud-Ouest (Haute-Garonne 1,46 %, Gers 1,37 %) et à Paris (1,48 %)⁵⁷. À signaler cependant, un résultat remarquable... à Saint-Pierre-et-Miquelon où, avec 49 voix et 2,36 % des suffrages exprimés, le candidat se classe troisième derrière Pompidou et Poher, mais devant Jacques Duclos et Gaston Defferre ! C'est sans doute beaucoup moins qu'escompté, les témoignages des dirigeants de la LC signalant parfois une certaine déception⁵⁸. Dans son dernier meeting, tenu à Londres le 30 mai, Alain Krivine avait lui-même déclaré qu'il comptait recueillir « 200 à 300 000 suffrages », ajoutant paradoxalement que le chiffre n'avait « aucune importance⁵⁹ »... Reste que le constat martelé dans la campagne télévisée comme quoi il existe « un courant révolutionnaire à la gauche du PCF » ou « un nouveau courant communiste », que la Ligue entend polariser est plutôt justifié, et confirmé par des observateurs tels le socialiste Claude Fuzier, (« il est apparu une force gauchiste qui taillera des croupières au PC ») ou l'historien Jacques Ozouf qui note finement que la présence d'Alain Krivine a enlevé à Michel Rocard « le monopole de l'héritage de Mai » et obère l'avenir du PSU⁶⁰. L'hebdomadaire *Rouge* proclame qu'il est temps d'« organiser les électeurs rouges en militants révolutionnaires⁶¹ ». C'est le début d'un cours que les dirigeants de la Ligue qualifieront eux-mêmes *a posteriori* de « triomphaliste ». Un texte de la direction parisienne à l'automne 1969 se félicite que « notre organisation est née sous une bonne étoile ou, pour être rigoureux, sur une juste ligne politique. En trois ans, avec la création de la JCR, mai 68, la création de la Ligue, la campagne présidentielle, elle a accumulé les succès, et nombre de jeunes militants ont fait leurs premiers pas dans l'euphorie et la facilité⁶² ». Cette ligne se fracasse sur la dissolution de la Ligue en juin 1973, un vrai tournant dans l'histoire de l'organisation, puis dans l'échec de 1974 où les 94 044 voix recueillies (0,37 %) placent une nouvelle fois Alain Krivine dans le peloton de queue des petits candidats, loin derrière Émile Muller (176 279 voix), mais devant Bertrand Renouvin, Jean-Claude Sebag et Guy Héraud. Le FCR, qui appelle à voter pour François Mitterrand au second tour, justifie le résultat par le « refus de personnalisation » de la campagne qui aurait à l'inverse cherché à « politiser au maximum le débat » en transformant la candidature Krivine en tribune des « luttes⁶³ ». Dans les colonnes de *Rouge*, le ton est plus acrimonieux, l'article tirant le bilan de la campagne reprochant à *Lutte Ouvrière* d'avoir voulu « personnaliser au maximum la candidature d'Arlette Laguiller, donner à chacune de ses apparitions télévisées le caractère d'un show individuel, multiplier les appels au vote avec des affiches telles que

"votez Arlette Laguiller" sans aucun texte politique » pour « gagner une crédibilité électorale⁶⁴ ».

- 24 Avec 591 146 voix en métropole, soit 2,36 % des suffrages exprimés, Arlette Laguiller obtient incontestablement un résultat qualitativement supérieur. Dans certains départements ruraux, la barre des 5 % est approchée, comme dans la Creuse (4,15 %), le Cantal (4 %), l'Indre et le Puy-de-Dôme (3,54 %)⁶⁵. Ailleurs, même si le résultat général est plus faible, comme dans la Drôme (2,70 %), certains cantons ruraux de l'est du département donnent des résultats étonnants : 6,3 % à Rémuzat, 4,6 % à Séderon, 4,1 % à Marsanne⁶⁶. Selon le préfet de ce département, la candidate a bénéficié de suffrages féminins et de l'apport d'électeurs du PSU désappointés de l'absence de candidat⁶⁷. Sans que des enquêtes d'opinion puissent le corroborer, une telle appréciation semble fondée. Le PSU présent régulièrement aux scrutins législatifs depuis 1962 avait présenté 215 candidats en 1973 qui avaient obtenu 810 640 voix, soit 3,3 % des suffrages. Tous ne se sont pas portés sur François Mitterrand dès le premier tour, comme le supputait un militant parisien du PSU : « Si le PSU devait persister à voter Mitterrand, bien entendu beaucoup d'électeurs se tourneraient vers Laguiller, cette travailleuse révolutionnaire⁶⁸. » Et, sans doute, une bonne part des électeurs d'« Arlette » étaient des d'électrices, comme en témoigne l'abondant courrier reçu par la candidate⁶⁹. Celle-ci appelle à voter pour François Mitterrand dans une conférence de presse le 8 mai, à la fois parce qu'elle « préfère voir élu quelqu'un qui est obligé de dire qu'il est l'ami des travailleurs », et par « solidarité » avec ceux « qui veulent faire cette expérience », qui ne manquera pas, ajoute-t-elle, de les dessiller⁷⁰. C'est *grosso modo*, ce qu'elle répètera en 1981 pour sa deuxième candidature. Entre-temps, elle se présente en mars 1978 à Thiers (Puy-de-Dôme) où son organisation dépêche une équipe de militants parisiens dans l'objectif de faire un « score » dans une circonscription où elle avait réalisé un important résultat en 1974, voire selon d'anciens militants se faire élire : elle obtient 8 % des voix⁷¹.
- 25 Les campagnes d'Alain Krivine et d'Arlette Laguiller construisent incontestablement deux figures politiques pour plusieurs décennies. Alain Krivine ne sera plus candidat après 1974, échouant à rassembler 500 parrainages en 1981, et il faut attendre 2002 pour voir son organisation présenter un nouveau candidat, Olivier Besancenot. Mais il demeure jusqu'à cette date le porte-parole de la LCR, régulièrement invité sur les plateaux, et plusieurs fois tête de listes à l'élection du Parlement européen où il siège de 1999 à 2004. Il connaît même un « été indien médiatique » à la fin des années 1990, acclamé par des militants communistes à Bercy, faisant l'objet de portraits élogieux dans *Libération* « Trotskiste pas triste », ou dans *Le Nouvel Observateur* qui s'attendrit sur « l'enfant de la famille » communiste⁷². Dans le même temps, Arlette Laguiller devient une véritable *star* des médias, chantée par Alain Souchon, invitée chez Michel Drucker ou Thierry Ardisson... Mais cette éphémère médiatisation s'appuie sur des résultats électoraux incontestables, pour ses quatrième et cinquième candidatures : 5,30 % en 1995 et 5,72 % en 2002. Pourtant, dans la durée, ces campagnes successives, qui ponctuent un travail militant acharné et ininterrompu, n'ont finalement pas permis de déboucher sur une quelconque « percée » ni de stabiliser une force politique au niveau souhaité, encore moins de construire un « parti révolutionnaire ». Elles ont cependant incontestablement contribué à cristalliser un courant qui, au moins au début des années 1970, fut d'ailleurs pris en compte dans la stratégie électorale d'un François Mitterrand qui notait en 1972, au congrès de Vienne de l'Internationale socialiste, que

« l'extrême gauche exerçait une attraction sur la jeunesse, la génération décisive des vingt prochaines années⁷³ »... Ce n'était pas ce qui était recherché initialement, mais sans doute entre-temps s'est enracinée une préoccupation identitaire : pérenniser un courant ou une organisation, passer le flambeau aux nouvelles générations en attendant, sinon Godot, la « Révolution » constamment guettée et toujours attendue.

NOTES

1. Le titre de l'article est librement inspiré de l'ouvrage d'Alain Krivine, *La farce électorale*, Paris, Éditions du Seuil, 1969.
2. Rappelons que *Lutte Ouvrière* ne désigne que le titre de l'hebdomadaire publié par l'Union communiste, nom d'une organisation souvent assimilée à son journal. Néanmoins, par commodité, nous désignerons sous le nom de Lutte ouvrière à la fois le journal et l'organisation.
3. Le troisième courant trotskyste, dit « lambertiste », est incarné par l'Organisation/Parti communiste internationaliste (OCI/PCI), fondu en 1985 dans le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT), devenu Parti des travailleurs (PT) en 1991, puis Parti ouvrier indépendant (POI) en 2008, qui présente successivement les candidatures en 1988 de Pierre Boussel-Lambert, en 2002 de Daniel Gluckstein, et en 2007 de Gérard Schivardi.
4. Successivement Alain Krivine (1969, 1974), Olivier Besancenot (2002, 2007), Philippe Poutou (2012, 2017).
5. Lutte ouvrière présente systématiquement une liste à tous les scrutins d'élection du Parlement européen depuis 1979, dont deux fois (1979 et 1999) en alliance avec la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) ; la présence aux élections législatives de toutes ces organisations est constante depuis 1973, avec d'importantes variations d'intensité (nombre de candidats présentés). Cet investissement électoral, incluant les élections municipales et cantonales, mériterait une étude d'ensemble.
6. Quelques candidatures aux élections législatives de 1936, 1946, 1967.
7. Aux États-Unis, avec Farrell Dobbs, présenté par le *Socialist Workers Party* (SWP) dès 1948, en Argentine avec Juan Antonio Coral en 1973 au nom du Parti socialiste des travailleurs (PST).
8. Philippe Raynaud, dans une des rares études comparatives, parle de « bolchevisme pluriel », *L'Extrême gauche plurielle*, Paris, Autrement, 2006, p. 58.
9. Pour la Ligue : Gérard Filoche, 68-98. *Histoire sans fin*, Paris, Flammarion, 1998 ; Alain Krivine, *Ça te passera avec l'âge*, Paris, Flammarion, 2006 ; Daniel Bensaïd, *Une lente impatience*, Paris, Stock, 2004 ; Henri Weber, *Rebelle jeunesse*, Paris, Flammarion, 2018. Pour Lutte ouvrière : Arlette Laguiller, *Moi une militante*, Paris, J'ai Lu, 1974 et le livre d'entretiens de son dirigeant historique, Robert Barcia, *La véritable histoire de Lutte ouvrière. Entretiens avec Christophe Bourseiller*, Paris, Denoël, 2003. La bibliothèque « La contemporaine » à l'Université de Nanterre conserve des collections complètes de la presse de ces organisations.
10. Selon Jean-Paul Salles, *La Ligue communiste révolutionnaire : instrument du grand soir ou lieu d'apprentissage politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005.
11. Philippe Lamour (1903-1992), après un parcours politique sinueux qui le mena, avant-guerre, de la droite radicale au compagnonnage avec le PCF, est, après 1945, un des artisans de l'aménagement du territoire, en particulier en Camargue et dans le Bas-Languedoc, siégeant à la Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR)

jusqu'en 1974. Sa fille Catherine milite un temps à la Ligue communiste. Voir sur son parcours Jean-Robert Pitte, *Philippe Lamour 1903-1992. Père de l'aménagement du territoire en France*, Paris, Fayard, 2002.

12. Daniel Bensaïd, *Une lente impatience*, op. cit., p. 85-86 ; Daniel Bensaïd, Henri Weber, *Mai 68 une répétition générale*, Paris, François Maspero, « Cahiers libres », 1968 ; « Mai 1968 : une répétition générale », *La Nouvelle Avant Garde*, 1, juin 1968.

13. Daniel Bensaïd, *Une lente impatience*, op. cit., p. 130-134.

14. « Libérez Alain Krivine et les emprisonnés politiques », tract, été 1968, exposition « 68, les archives du pouvoir », Archives nationales, site de Pierrefitte, 24 mai-22 septembre 2018.

15. Les « Vaillants et Vaillantes » regroupent de 1945 aux années 1960, enfants et adolescents autour du journal éponyme dans une sorte de « parascoutisme » communiste. L'Union de la jeunesse républicaine de France (UJRF, 1945-1956), puis l'Union de la jeunesse communiste de France (UJCF) organisent la jeunesse ouvrière et scolarisée, avec une branche étudiante, l'Union des étudiants communistes (UEC) depuis 1956. Alain Krivine milite successivement dans toutes ces organisations.

16. Son portrait dans *Le Figaro* du 23 avril 1974 (« Arlette Laguiller : un Saint-Just au féminin ») rappelle qu'en février 1973 « apparut sur l'écran un visage inconnu. Celui d'une jeune femme de 33 ans, brune, assez fraîche, plutôt sympathique » : « Arlette Laguiller, ce soir-là, fit mouche... le lendemain, tout le monde connaissait son nom et parlait de ses qualités de "bête de télévision" ».

17. Arlette Laguiller, *Moi, une militante*, op. cit., p. 48 sq.

18. « Le lancement d'Arlette : un coup de génie de Hardy », François Koch, *La vraie nature d'Arlette. Contre-enquête*, Paris, Seuil, 1999, p. 33 sq. « Hardy » est le pseudonyme de Robert Barcia (1928-2009), dirigeant historique de l'organisation depuis sa « refondation » dans les années 1950 jusqu'à son décès.

19. *Ibid.*, p. 93.

20. Robert Barcia, *La véritable histoire...*, op. cit., p. 293.

21. « Nous ne voulions pas d'un intellectuel, même brillant », *ibid.* p. 295.

22. Gérard Filoche, 68-98. *Histoire sans fin*, op. cit., p. 112.

23. Archives nationales (AN), Archives du conseil constitutionnel (ACC), 1991 0411/83.

24. « 231 signatures », *Rouge hebdo* 20, 21 mai 1969.

25. Notices biographiques de Camille Vacant et d'Edmond Vacant (1933-1997) par Fabien Conord et Jacques Girault, <https://maitron.fr/> [lien consulté le 14/06/2021].

26. Notice biographique d'Abel Noreck (né en 1936) par Didier Bigorgne, <https://maitron.fr/> [lien consulté le 14/06/2021].

27. Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération 2. Les années de poudre*, Paris, Points Actuels, 1988, p. 71.

28. « Le candidat de la LC refuse de faire usage de la signature du docteur Moron », *Le Monde*, 24 mai 1969. La Ligue communiste affirme avoir « mis au frais » la signature de Moron, pour mieux pouvoir la ressortir en cas de polémique.

29. « Quand *L'Humanité* mène campagne », *Rouge*, 28 mai 1969.

30. AN/ACC 910411/127.

31. Échange de lettres entre M^{me} Guidez-Leborgne et Guy Mollet, 4 et 10 avril 1974, Office universitaire de recherche socialiste (OURS), Archives Guy Mollet (AGM) 41.

32. AN/ACC 910411/127.

33. Hélène et José Chatroussat, « Grèves, rêves et turbulences de la vie militante à la fin du XX^e siècle », *Variations*, 13/14, 2010, revue en ligne : <https://journals.openedition.org/variations/189?lang=en> [lien consulté le 14/06/2021].

34. OURS, Archives Robert Chapuis, 107 APO 21.

35. Communiqué de presse de *Rouge*, 4 avril 1974, 20 h, *ibid.*

36. « Vive le FCR ! », *ibid.*, 12 avril 1974. Le FCR cède vite la place à la LCR proclamée en décembre 1974.
37. AN/ACC 910411/130.
38. Près de quarante ans après, Alain Krivine reconnaît *a posteriori* que « ses prestations télévisées étaient tout bonnement inaudibles, incompréhensibles : une intonation de meeting, une volonté de tout dire, un langage d'étudiant », *Ça te passera...*, *op. cit.*, p. 193.
39. « Matériel offert par M. Marcellin », *Rouge*, 21 mai 1969.
40. Profession de foi d'Alain Krivine, 1969, document en ligne sur le site Radar : <http://association-radar.org/> [lien consulté le 11 septembre 2018].
41. *Le Monde*, 17 mai 1969.
42. *Le Monde*, 25-26 mai 1969.
43. *Ibid.*
44. Henri Weber, *Rebelle jeunesse*, *op. cit.*, p. 159-160.
45. « Appel », *Rouge hebdo*, 14 mai 1969.
46. Alain Krivine, *ça te passera...*, *op. cit.*, p. 180.
47. *Ibid.*, p. 181.
48. *Le Monde*, 7 mai 1969.
49. « Rapport financier », *Rouge hebdo*, 18 juin 1969.
50. *Le Monde* du 5 avril 1974 qui présente « la camarade Arlette » la décrit comme « une jeune femme accoutumée au combat politique », porte-parole de son organisation à l'élection législative et « leader de l'actuel conflit dans les banques ».
51. *Lutte ouvrière*, 293, 9 avril 1974.
52. *Ibid.*, 294, 16 avril 1974
53. Document reproduit et commenté dans Michel Boyer, Bruno Benoit, Gilles Vergnon, *Histoire politique de la France depuis 1940 : méthode et pratique*, Paris, Ellipses, 2009, p. 202-210.
54. Émission du 20 avril 1974, <https://www.ina.fr/> [lien consulté le 14/06/2021].
55. Émission du 2 mai 1974, <https://www.ina.fr/> [lien consulté le 10/09/2018].
56. Arlette Laguiller, *Moi une militante*, *op. cit.*, p. 119-120.
57. AN, archives du Conseil constitutionnel, 910411/88, résultats du premier tour.
58. Selon Gérard Filoche, « le résultat nous tomba dessus comme un épervier », *68-98...*, *op. cit.*, p. 115 ; Daniel Bensaïd reconnaît : « nous nous sommes pris à rêver d'un score surprenant. Il le fut. Pas dans le sens espéré », *Une lente impatience*, *op. cit.*, p. 133.
59. « M. Krivine a tenu les deux derniers meetings de sa campagne à Londres et à Bruxelles », *Le Monde*, 3 juin 1969.
60. Claude Fuzier, « Éditorial », *Le Populaire de Paris*, 31 mai 1969 ; Jacques Ozouf, « Le dernier des reniements » *Le Nouvel Observateur*, 3 juin 1969, OURS, AGM 41.
61. *Rouge hebdo*, 4 juin 1969.
62. « La place de l'organisation », *Bulletin intérieur*, automne 1969, en ligne sur <http://association-radar.org/> [lien consulté le 14/06/2021].
63. Conférence de presse d'Alain Krivine, *Le Monde*, 10 mai 1974.
64. « Notre campagne », *Rouge hebdo*, 26 avril 1974.
65. AN/ACC 910411/119.
66. Archives départementales de la Drôme, 1712 W 44.
67. Le préfet de la Drôme au ministre de l'Intérieur, Archives départementales de la Drôme, 1712 W43.
68. Lettre de Bernard Raquin à la direction du PSU, 18 avril 1974, OURS, Fonds Robert Chapuis 107 APO26.
69. « Dans le courrier d'Arlette », *Lutte Ouvrière*, 7 mai 1974.
70. Conférence de presse du 8 mai 1974, <https://www.ina.fr/> [lien consulté le 14/06/2021].

71. Récit dans José Chatroussat, « Grèves, rêves et turbulences de la vie militante à la fin du XX^e siècle », *Variations*, 1314, 2010, revue en ligne : <https://journals.openedition.org/variations/189?lang=en> [lien consulté le 14/06/2021].
72. Dominique Simonnot, « Alain Krivine, trotskiste pas triste », *Libération*, 2 septembre 1997 ; François Bazin, « La nostalgie Krivine », *Le Nouvel Observateur*, 13 avril 1996.
73. François Mitterrand, « A common program for a better life », *Socialist International. Reports of the 12th Congress of the Socialist International*, p. 69 sq.
-

RÉSUMÉS

Les élections présidentielles de 1969 et 1974 se tiennent en-dehors du calendrier prévu, après la démission de Charles de Gaulle et le décès de Georges Pompidou. C'est dans ce contexte, marqué par les conséquences de l'ébranlement de mai-juin 1968, que des organisations d'extrême gauche, La Ligue communiste et Lutte ouvrière, présentent les candidatures d'Alain Krivine en 1969 et 1974, et d'Arlette Laguiller en 1974. L'article revient sur les conditions de sélection des candidats, et de collecte des parrainages nécessaires à leur candidature, comme sur le contenu des campagnes électorales conduites. Il montre qu'elles s'inscrivent dans une stratégie à long terme, différenciée selon les organisations.

In 1969 and 1974, ad hoc presidential elections were held outside of the normal schedule, after first the resignation of Charles de Gaulle and then the death of Georges Pompidou. It was in this context, marked by the upheaval of the events of May and June 1968, that the radical left-wing parties the *Ligue communiste* and *Lutte ouvrière* presented their candidates Alain Krivine in 1969 and 1974, and Arlette Laguiller in 1974, respectively. This article looks at how these candidates were selected and how the necessary endorsements were collected, as well as the content of the electoral campaigns themselves. It illustrates that these were part of long-term strategies which differed depending on the political group elaborating them.

INDEX

Keywords : Laguiller (Arlette), Krivine (Alain), presidential election, electoral campaign, France, radical left, trotskyism

Mots-clés : Laguiller (Arlette), Krivine (Alain), élection présidentielle, campagne électorale, France, extrême gauche, trotskysme

AUTEUR

GILLES VERGNON

Gilles Vergnon est maître de conférences habilité en histoire contemporaine à Sciences Po Lyon, et chercheur au LARHRA (UMR CNRS 5190). Il travaille sur les cultures politiques des gauches en France et en Europe, et sur la Deuxième Guerre mondiale. Il a récemment publié *Un enfant est lynché. L'affaire Gignoux, 1937. Violence et politique dans la France du Front populaire* (Paris, PUF, 2018)

et dirigé, avec Philippe Hanus, l'ouvrage collectif *Loin des fronts ? Commémorations en actions* (Lyon, Libel, 2020). Il a été le commissaire de l'exposition « Une étrange défaite ? mai-juin 1940 » (Lyon, Centre d'histoire de la Résistance et de la Déportation, 2020-2021) et est membre du bureau régional de Lyon de la Société française d'histoire politique (SFHP).